

I N T É R I E U R .

Paris, le 6 janvier.

*Déclaration extraite de la gazette extraordinaire de Londres, publiée le samedi 19 décembre.*

LA déclaration publiée à Saint-Petersbourg par S. M. l'EMPEREUR de toutes les Russies, a causé à Sa Majesté la plus grande surprise et les plus vifs regrets.

Sa Majesté n'ignorait pas la nature des engagements secrets auxquels la Russie avait été forcée de souscrire pendant les conférences de Tilsitt (1) ; mais elle espérait qu'en jetant un nouveau coup-d'œil sur les transactions de cette malheureuse négociation, et en appréciant convenablement les effets qu'elle doit produire sur la gloire du nom russe et sur les intérêts de l'Empire de Russie, S. M. IMPÉRIALE aurait cherché à se soustraire aux nouveaux conseils et aux liaisons qu'elle avait adoptés dans un moment d'alarme et d'abattement, et serait revenue à des principes politiques plus analogues à ceux qu'elle avait si invariablement professés, et plus propres à assurer l'hon-

(1) Nous sommes autorisés à déclarer qu'il n'a été pris, pendant les conférences de Tilsitt, aucun engagement secret dont l'Angleterre puisse se plaindre, et qui la concerne en aucune manière. Pourquoi le cabinet de Londres, s'il est instruit d'engagemens secrets contraires aux intérêts de l'Angleterre, ne les fait-il pas connaître? Son manifeste deviendrait inutile, et la seule communication de ces articles secrets justifierait sa conduite aux yeux de l'Europe, et redoublerait la bonne volonté et l'énergie de tout citoyen anglais. Mais c'est l'usage de ce gouvernement, de partir d'une assertion fautive pour autoriser ses injustices et pour chercher à justifier les vexations qu'il fait éprouver sans distinction à tous les peuples du Monde. Lorsqu'il jugea convenable de ne point exécuter l'article du traité d'Amiens qui exigeait l'évacuation de Malte, il fit dire au roi, dans un message au parlement, que tous les ports français étaient remplis de vaisseaux prêts à effectuer une descente en Angleterre, et l'Europe entière sait s'il y avait alors le moindre armement dans les ports de France. Lorsqu'il voulut ravir quelques millions de piastres que quatre frégates espagnoles rapportaient du continent de l'Amérique, il fit un mensonge, non moins grossier, pour justifier l'agression la plus honteuse. Lorsqu'enfin il veut excuser l'inexcusable expédition de Copenhague, il a recours à des suppositions d'une fausseté évidente pour toute l'Europe.

Mais si les dénégations formelles de la Russie et de la France, si l'expérience si souvent renouvelée de l'infidélité des assertions de l'Angleterre, si le défi qu'on lui fait de donner connaissance de quelque article secret du traité de Tilsitt qui serait contraire à ses intérêts, ne suffisent point pour convaincre tout homme impartial, un très-petit nombre de réflexions prouvera que l'Angleterre ne croit pas à ces engagemens secrets pris par la Russie contre elle.

En effet, si le cabinet de Londres croyait qu'il existait de tels engagemens entre la France et la Russie, pourquoi dans le moment même où il avait fait cette découverte, qui le portait à attaquer Copenhague, ne faisait-il pas attaquer l'escadre russe dans la Méditerranée et lui permettait-il de franchir librement le détroit de Gibraltar? Pourquoi trois vaisseaux russes, qui venaient de la Mer du Nord, traversaient-ils l'escadre anglaise qui bloquait Copenhague? Pourquoi, s'il était vrai que des conditions secrètes eussent été stipulées à Tilsitt au désavantage de l'Angleterre, le cabinet de Londres recourait-il à la médiation de la Russie pour concilier ses différends avec le Danemarck? Que ces ministres soient au moins d'accord avec eux-mêmes, et qu'ils ne disent pas quelques pages plus bas, ces propres mots: « Et cependant jusqu'à la publication de la déclaration russe (c'est-à-dire jusqu'en novembre), S. M. n'avait aucune raison de soupçonner que, quelle que pût être l'opinion de l'Empereur de Russie sur les événemens de Copenhague, elle pût empêcher S. M. l. de se charger, à la demande de la Grande-Bretagne, de ce même rôle de médiateur. Ainsi les Anglais ont eu recours à la médiation de la Russie pour s'arranger avec le Danemarck plus de trois mois après le traité de Tilsitt, et ils prétendent, comme on le verra encore plus bas, n'avoir fait l'expédition de Danemarck que pour s'opposer à l'exécution des arrangemens de Tilsitt et pour déjouer un des objets de ces arrangemens. Ils se sont emparés des vaisseaux danois à cause des arrangemens que l'Empereur de Russie avait faits à Tilsitt; ils ont laissé passer librement les vaisseaux de l'Empereur de Russie; ils étaient en paix avec la Russie, puisqu'ils avaient recours à sa médiation; il n'est donc pas vrai qu'ils crussent alors que la Russie avait pris des arrangemens contre eux; il n'est donc pas vrai qu'ils croient aujourd'hui que ces arrangemens ont existé. Que cette malheureuse nation est déchue! par quels misérables conseils ses affaires sont-elles dirigées! Ses ministres, en arrêtant un manifeste de quelques pages, n'ont pas même assez de bon sens et de réflexion pour éviter des contradictions aussi grossières.

(2) La bonne foi du cabinet de Londres paraît ici dans tout son jour: il espérait que l'Empereur de Russie, après avoir pris des engagemens contraires à l'Angleterre y manquerait presque aussitôt. Le gouvernement anglais en juge sans doute d'après ses propres sentimens. Il révèle son secret à toute la terre. Les traités qu'il signe ne sont que des actes éventuels; les obligations qu'il contracte ne sont que des engagemens simulés qu'il tient ou qu'il viole au gré de ses caprices ou de ses intérêts. Nous le répétons, l'Empereur de Russie n'a rien signé à Tilsitt qui fût contraire aux intérêts de l'Angleterre; mais s'il l'eût fait, son caractère, sa loyauté, n'autoriseraient pas l'Angleterre à penser qu'il aurait aussitôt violé ses engagemens. Nous ne relèverons pas le ton de tout ce paragraphe où on représente la Russie cédant à un moment d'alarme et d'abattement: Les Russes y répondront mieux que nous. Nous remarquerons seulement la différence qui existe entre la déclaration de la Russie et la réponse de l'Angleterre. On trouve dans la première le noble langage d'un prince qui respecte le rang suprême et la dignité des nations; qui, s'il dit des faits honteux pour un Etat, ne les dit que parce qu'il y est forcé pour exposer ses motifs de plainte. Nous voyons, au contraire, dans la réponse de l'Angleterre la grossière insolence d'un club oligarque qui ne respecte rien; qui cherche à humilier par ses expressions, et qui, au défaut de bonnes raisons, a recours à des imputations calomnieuses et à des sarcasmes outrageans.

neur de sa couronne et la prospérité de ses Etats (2).

C'est à cet espoir qu'il faut attribuer la patience et la modération apportées par Sa Majesté dans toutes ses relations diplomatiques avec la cour de Saint-Petersbourg depuis la paix de Tilsitt.

Sa Majesté avait de fortes raisons de concevoir des soupçons et de justes sujets de plaintes; mais elle s'est abstenue de tout reproche. Sa Majesté a cru nécessaire de demander des explications relativement à certains arrangemens conclus avec la France, et dont le secret qu'on en faisait à Sa Majesté ne pouvait que la confirmer dans les soupçons qu'elle avait déjà conçus sur leur caractère et leur objet. Sa Majesté n'en voulut pas moins que cette demande d'explication fût faite, non-seulement sans aigreur ou sans démonstrations hostiles, mais encore qu'elle fût accompagnée d'égards pour les sentimens et la situation de l'EMPEREUR de Russie, égards que commandaient le souvenir

d'une ancienne amitié et d'une confiance interrompue, mais non détruite (3).

La déclaration de l'EMPEREUR de Russie prouve que le but de la patience et de la modération de S. M. a été manqué; elle prouve malheureusement que l'influence de cette puissance, également et essentiellement l'ennemie de la Grande-Bretagne et de la Russie, a pris un ascendant décidé dans les conseils du cabinet de Pétersbourg; et a pu exciter une inimitié sans cause entre deux nations, dont les anciennes liaisons et l'intérêt mutuel leur prescrivaient l'union et la coopération les plus intimes.

S. M. déplore vivement l'extension des calamités de la guerre; mais forcée comme elle l'est, de se défendre contre un acte d'hostilité non provoqué, elle désire fortement de réfuter aux yeux du Monde entier, les prétextes par lesquels on cherche à justifier cet acte.

La déclaration affirme que l'EMPEREUR de Russie a pris deux fois les armes dans une cause qui intéressait plus directement la Grande-Bretagne, qu'elle-même; et fonde sur cette assertion le reproche qu'elle fait à l'Angleterre d'avoir négligé de seconder et d'appuyer les opérations militaires de la Russie.

*S. M. rend volontiers justice aux motifs qui ont originairement engagé la Russie dans la guerre contre la France; S. M. avoue tout aussi volontiers l'intérêt que la Grande-Bretagne a toujours pris au sort et à la prospérité des puissances du Continent; mais il serait sûrement difficile de prouver que la Grande-Bretagne, qui était elle-même en état de guerre avec la Prusse, lorsque les hostilités ont commencé entre la Prusse et la France, avait un intérêt et des obligations plus directes, que l'Empereur de Russie, à épouser la querelle de la Prusse, surtout lorsqu'on considère que l'Empereur de Russie était l'allié de S. M. prussienne, le protecteur du nord de l'Europe, et le garant de la constitution germanique (4).*

Ce n'est point dans une déclaration publique que S. M. peut discuter s'il a été ou non politique d'effectuer, à quelqu'époque que ce soit de la guerre, ou d'omettre d'effectuer des débarquemens de troupes sur les côtes de Naples. Mais la guerre avec la Porte paraît à S. M. encore plus singulièrement choisie pour appuyer contre la Grande-Bretagne un reproche d'indifférence aux intérêts de son allié; car il est hors de doute que cette guerre a été entreprise par la Grande-Bretagne, à l'instigation de la Russie, et dans le seul objet de défendre les intérêts de celle-ci contre l'influence de la France. (5)

Si cependant la paix de Tilsitt doit être considérée comme la conséquence et la punition de l'inactivité qu'on impute à la Grande-Bretagne, S. M. ne peut que regretter que l'Empereur de Russie ait adopté si précipitamment une mesure aussi fatale, au moment où il avait reçu des assurances formelles que S. M. faisait les plus grands efforts pour remplir l'attente de son allié, assurances que S. M. I. avait reçues avec des marques apparentes de confiance et de satisfaction; et au moment où S. M. était en effet préparée à employer, pour le but commun de la guerre, les mêmes forces qu'après la paix de Tilsitt, elle s'est vue dans la nécessité d'employer pour déconcerter une combinaison dirigée contre ses propres intérêts et sa sécurité immédiate.

La vexation du commerce russe par la Grande-Bretagne n'est gueres qu'un reproche imaginaire.

(3) Deux grandes nations égales en force, et courage, venaient des flots du plus pur de leur sang pour le seul intérêt des oppresseurs des mers: ces calamités ont touché les deux souverains. Ils ont voulu les faire cesser, et l'Empereur de Russie, lors même qu'il était animé par un si puissant motif, a désiré faire sentir à l'Angleterre des effets de son ancienne affection: il a demandé que la France acceptât sa médiation; condition que la générosité de l'Empereur de Russie a rendue moins pénible à l'EMPEREUR DES FRANÇAIS: elle pouvait l'être cependant, puisque la médiation qu'il s'agissait d'accepter était celle d'un prince si nouvellement réconcilié avec la France; et cette médiation ainsi proposée, ainsi accueillie, l'Angleterre, au lieu de l'accepter avec empressement, a répondu à tant de générosité avec une défiance insultante; elle a demandé qu'avant tout on lui communiquât les articles secrets du traité de Tilsitt qui la concernaient; on lui a répondu qu'il n'existait point d'articles secrets qui la concernassent, et il aurait fallu sans doute que l'Empereur de Russie en forgeât exprès pour dissiper un odieux soupçon, lui qui, dans les négociations, a eu toujours à cœur de laisser la porte ouverte aux arrangements entre la France et l'Angleterre. Il n'avait pas lieu de s'attendre à être si mal récompensé de soins si généreux. En vérité, il est difficile de porter plus loin l'oubli de toutes convenances, de tout sentiment et de toute raison.

(4) Les ministres de Londres manquent de mémoire d'une manière bien étrange. S'ils voulaient persuader à l'Europe qu'ils n'avaient aucune liaison avec la Russie lorsque la guerre a éclaté entre la France et la Prusse, il fallait effacer de tous les souvenirs, retirer de tous les documens publics les pièces qu'ils firent imprimer sur les événemens de 1805. Ces pièces, publiées par l'Angleterre, ont appris que le cabinet de Londres, pour éloigner l'orage qui se préparait à Boulogne, fit alors un traité avec la Russie et l'Autriche. Ce fut contre l'opinion du prince Charles et de tous les hommes éclairés, qu'une armée autrichienne se précipita sur l'Ille. La faction que le gouvernement anglais avait alors à Vienne, n'examina pas s'il convenait aux puissances de la coalition d'attendre que les troupes russes fussent réunies aux troupes autrichiennes: ce retard de trois mois effrayait l'Angleterre; les longues nuits de l'automne la menaçaient d'un trop grand péril, et Cobenzl envoya la note qui décidait la guerre, au moment même où l'armée de Boulogne était embarquée; et Mack fuisait ses destins à Ulm, tandis que les Russes étaient encore en Pologne. Lorsqu'on peut répondre à l'Angleterre par des faits aussi publics, comment nierait-elle que c'est pour elle, et pour elle seule, que l'Autriche et la Russie ont fait la guerre. L'Autriche ne tarda point à conclure sa paix; la Russie resta en guerre avec la France. Depuis, un plénipotentiaire russe signa un traité de paix à Paris; la Russie ne le ratifia point, par la seule raison qu'ayant fait la guerre avec vous, c'était avec vous qu'elle voulait faire la paix. Ainsi, après avoir fait la guerre pour l'Angleterre, c'est encore pour elle que la Russie n'a pas fait la paix; c'est encore pour elle que la Russie a continué la guerre. Ce n'est point pour la Prusse, parce que la Russie ne devait rien à cette puissance: elle ne devait rien à cette puissance, parce que la Prusse, après avoir signé à Berlin un traité de coopération, l'avait presque aussitôt fait désavouer à Vienne, s'était séparée de ses alliés, et avait conclu avec la France ses arrangements particuliers. La possession du Hanovre, désirée par la Prusse, l'avait été non-seulement sans l'intention de la Russie, mais contre ses intérêts et sa volonté. C'est encore une vérité historique, que la Prusse a armé sur le bruit du traité de paix signé à Paris par M. Doubril, et d'après l'assurance qui lui fut donnée par le marquis de Lucchesini, que par un article secret de ce traité, la Pologne avait été cédée au grand-duc Constantin. Cet inconcevable cabinet de Berlin, après avoir trompé tout le monde, avait enfin été pris dans ses propres filets. Il est donc vrai que lorsque la Prusse arma en 1806, ce fut tout-à-la-fois contre la France et contre la Russie; il n'est pas moins vrai que la bataille d'Jéna avait déjà détruit l'armée prussienne, que les Français étaient déjà à Berlin et sur l'Oder, lorsqu'il n'y avait point encore de traité entre la Prusse et la Russie. La Russie dut marcher sur la Vistule, à cause de l'état de guerre où elle se trouvait avec la France depuis 1805, et pour se défendre elle-même. Cette confusion des événemens les plus récents, cette ignorance des affaires de nos jours, sont dignes de l'administration actuelle de l'Angleterre. Toute cette conduite enfin dénote l'égoïsme et le machiavélisme de ce cabinet.

(5) Ainsi, l'Empereur de Russie n'est pas fondé à se plaindre de ce que, pendant qu'il était aux prises avec l'armée française, le cabinet de Londres employait les forces britanniques pour le seul profit de l'Angleterre. Si l'escadre anglaise qui a forcé les Dardanelles, avait voulu se combiner avec l'escadre russe, si elle avait pris à bord les 10,000 hommes qui ont été envoyés en Egypte, si elle les avait réunis aux 12,000 Russes de Cotou, l'attaque de Constantinople eût été une diversion efficace pour la Russie. La conduite de l'Angleterre fut dans un sens tout opposé: après avoir subi à Constantinople une honte ineffaçable, elle fit son expédition d'Egypte, qui n'affaiblissait pas le grand-visir d'un seul homme, et qui n'avait rien de commun avec la querelle dans laquelle elle avait engagé la Russie. Ainsi l'Empereur de Russie ne doit s'en prendre qu'à lui, puisqu'il n'a pas voulu attendre les secours que l'Angleterre était disposée à lui accorder. Mais ces secours, il fallait les faire marcher lorsque Dantzick était encore dans la possession de Kalkreuth. Si aux 12,000 hommes qui ont mis bas les armes et capitulé dans les rues de Buenos-Ayrès, l'Angleterre avait joint les 15,000 hommes qui depuis ont incendié Copenhague, ces forces n'auraient pas sans doute fait triompher les armes britanniques; la France était en

Après des recherches faites par ordre de S. M. dans les archives de la cour de l'amirauté, on n'a pu découvrir qu'un seul exemple de condamnation d'un bâtiment véritablement russe, pendant le cours de la guerre actuelle, et ce bâtiment avait porté des munitions navales dans un port de l'ennemi commun. Il existe peu d'exemples de bâtimens russes détenus, et on ne voit, en aucun cas, que la justice ait été refusée aux parties qui se sont plaintes régulièrement d'une telle détention. S. M. est donc aussi surprise qu'affligée que l'Empereur de Russie ait condescendu à produire une plainte qui, ne pouvant être sérieusement sentie par ceux en faveur de qui elle est alléguée, pourrait paraître destinée à appuyer les déclamations exagérées par le moyen desquelles la France a toujours cherché à exciter

la haine de la Russie. (5) La France n'est point le seul pays qui ait été surpris par le succès de la guerre actuelle, et ce succès a été le résultat de la coopération de tous les peuples de l'Europe. La France n'est point le seul pays qui ait été surpris par le succès de la guerre actuelle, et ce succès a été le résultat de la coopération de tous les peuples de l'Europe. La France n'est point le seul pays qui ait été surpris par le succès de la guerre actuelle, et ce succès a été le résultat de la coopération de tous les peuples de l'Europe.

la haine de la Russie. (5) La France n'est point le seul pays qui ait été surpris par le succès de la guerre actuelle, et ce succès a été le résultat de la coopération de tous les peuples de l'Europe. La France n'est point le seul pays qui ait été surpris par le succès de la guerre actuelle, et ce succès a été le résultat de la coopération de tous les peuples de l'Europe. La France n'est point le seul pays qui ait été surpris par le succès de la guerre actuelle, et ce succès a été le résultat de la coopération de tous les peuples de l'Europe.

la jalousie des autres pays, et à justifier sa haine invétérée contre la Grande-Bretagne (6).

La paix de Tilsitt a été suivie de la part de l'Empereur de Russie, de l'offre de sa médiation pour la conclusion de la paix entre la Grande-Bretagne et la France, médiation qu'on affirme avoir été refusée par S. M.

S. M. n'a point refusé la médiation de l'Empereur de Russie, quoique cette offre fût accompagnée de circonstances qui auraient pu justifier son refus. Les articles du traité de Tilsitt ne furent point communiqués à S. M., et particulièrement l'article en vertu duquel la médiation était proposée, et qui prescrivait un tems limité pour le retour de la réponse de S. M. à cette proposition; cependant la réponse de S. M. ne fut pas un refus: elle ne fut qu'une acceptation conditionnelle. Les conditions requises par S. M. furent une exposition des bases sur lesquelles l'ennemi était disposé à traiter, et une communication des articles de la paix de Tilsitt. La première de ces conditions était précisément la même que l'Empereur de Russie avait, à peine quatre mois auparavant, jointe à sa propre acceptation de la médiation offerte par S. M. l'Empereur

mesure; elle estimait assez l'Angleterre pour avoir compté sur de plus grands efforts; mais la Russie n'aurait pas à se plaindre. Il importait bien peu au cabinet de Londres que deux nations du Continent s'entregorgeassent sur la Vistule; les trésors de Monte-Video et de Buenos-Ayres excitaient sa cupidité, et Danzick n'a point été secouru.

S. M., disent les ministres, faisait les plus grands efforts pour remplir l'attente de son allié. Et qu'ont produit ces grands efforts? L'arrivée de 6000 Hanovriens à l'île de Rugen, au mois de juillet; c'est-à-dire un mois après que la querelle était terminée. N'était-il pas évident qu'une si misérable expédition avait été conçue dans le seul but d'occuper le Hanovre, si l'armée russe avait été victorieuse? N'est-il pas évident qu'elle n'arrivait à Rugen que pour le compte de l'Angleterre? N'est-il pas évident que si l'armée française avait été victorieuse, un secours de 6000 hommes n'aurait été d'aucun effet? N'est-il pas évident qu'au mois de juillet l'armée française devait être victorieuse ou battue? N'est-il pas évident que les 20,000 Espagnols, que les 40,000 Français venus de l'armée d'Italie, et dont une partie s'était trouvée disponible par la sûreté que donnait à la France les expéditions d'Egypte et de Buenos-Ayres, réunis aux 24,000 Hollandais qui étaient à Hambourg, formaient au mois de juillet une armée plus que suffisante pour anéantir tous les efforts de l'Angleterre?

Ce n'est donc pas au mois de juillet qu'il fallait envoyer des secours? C'était en avril. Mais alors la légion hanovrienne n'était point formée, et avant qu'on pût faire marcher ces ramas de déserteurs étrangers, les ministres n'avaient à leur disposition que des troupes nationales, et nous dirons pourquoi ils n'aiment pas à en disposer. Les 15,000 hommes de Buenos-Ayres réunis à 15,000 hommes des milices de la Grande-Bretagne, pouvaient fournir, au mois d'avril, une armée de 30,000 Anglais; mais ce n'était point là ce qui convenait au cabinet de Londres: le sang des peuples du Continent doit seul couler pour la défense de l'Angleterre. Qu'on lise attentivement les débats du parlement, on y trouvera le développement de cette politique; et c'est de cette politique que la Russie se plaint justement. Elle avait le droit de voir débarquer 40,000 Anglais au mois d'avril, ou à Danzick ou même à Stralsund. L'Angleterre l'a-t-elle fait? non? L'a-t-elle pu faire? Si elle répond négativement, elle est donc une nation bien faible et bien misérable; elle a donc bien peu de titres pour être si exigeante envers ses alliés. Mais ce qui mauquait aux ministres, c'est la volonté; il ne leur faut que des opérations de pirates; ils calculent les résultats de la guerre à tant pour cent; il ne songent qu'à gagner de l'argent, et les champs de la Pologne n'offraient que des dangers et de la gloire. Et si l'Angleterre avait enfin pris part à quelques combats; du sang anglais aurait été versé; le peuple de la Grande-Bretagne, en apprenant quels sacrifices exige la guerre, aurait désiré la paix; le deuil des pères, des mères pleurant leurs enfans morts au champ d'honneur, aurait peut-être fait naître enfin dans le cœur des ministres ces mêmes sentimens qu'une longue guerre a inspirés aux Français, aux Russes, aux Autrichiens. Le cabinet britannique n'aurait pu se défendre à son tour, d'avoir horreur de la guerre perpétuelle, ou bien les hommes de sang qui le composent seraient devenus l'exécration du peuple. Il n'en est pas de la guerre de terre comme de la guerre de mer. La plus forte escadre n'exige pas 15 mille hommes parfaitement approvisionnés et n'ayant à souffrir aucune privation: le plus grand combat naval n'équivaut pas à une escarmouche de terre, il coûte peu de sang et de larmes. La France, l'Autriche, la Russie emploient à la guerre des armées de 400 mille hommes, qui sont exposés à tous les genres de dangers et qui se battent tous les jours. Le désir de la paix naît au sein même de la victoire; et pour des souverains, pères de leurs sujets, il se place bientôt parmi leurs sentimens les plus chers. De tous les gouvernemens l'oligarchie est la plus dure; lui-même cependant est aussi ramené vers la paix, quand la guerre coûte tant de victimes. Le système qui a conduit l'Angleterre à ne point secourir ses alliés, est la suite de son égoïsme, et l'effet de la maxime barbare d'une guerre perpétuelle. Le peuple anglais ne se révolte point à cette idée, parce qu'on a soin d'éloigner de lui les sacrifices de la guerre. C'est ainsi que, pendant quatre coalitions, nous avons vu l'Angleterre tira à l'aspect des malheurs du Continent, alimenter son commerce de sang humain, et se faire un jeu des scènes de carnage auxquelles elle ne prenait point de part. Elle restait dans l'estime de l'Europe, elle sera digne d'avoir des alliés quand elle se présentera en front de bannière avec 80,000 hommes; alors, et quel que soit l'événement, elle ne voudra pas une guerre perpétuelle; son peuple ne se soumettra point aux caprices d'une ambition désordonnée; ses alliés ne seront pas ses victimes. C'est en se battant que les Russes, les Autrichiens, les Français ont appris à s'estimer; c'est en se battant qu'ils ont appris à faire céder les passions haineuses ou cruelles au désir de la paix. L'Angleterre a acquis sa supériorité sur les mers par la trahison, à Toulon et dans la Vendée: elle n'a exposé aux convulsions qu'elle a suscitées que quelques vaisseaux et quelques milliers d'hommes; elle n'a éprouvé ni le besoin de la paix, ni les pertes sanglantes de la guerre. Mais il est naturel que le Continent veuille la paix, et que les puissances continentales aient en horreur la politique de l'Angleterre.

(6) Il est vrai que la cour de l'amirauté n'a condamné qu'un seul bâtiment russe; mais ce raisonnement n'en est pas moins faux: plus de cent bâtimens russes ont été détournés de leur navigation, assujettis à d'odieuses visites et retenus en Angleterre. Depuis le manifeste du cabinet de Londres, plus de douze de ces mêmes vaisseaux, arrêtés pendant que les Russes se battaient pour la cause de l'Angleterre, ont déjà été condamnés. Ce n'est donc point à la cour de l'amirauté qu'il fallait s'adresser pour vérifier les sujets de plaintes de la Russie: ce sont les registres des croiseurs; ce sont ceux des capitaines de ports qu'il faut consulter. C'est une étrange manière de chercher à persuader qu'on n'a point de torts, que de chercher les preuves de ces torts où elles ne sont pas.

Quand bien même cette médiation eût été refusée, ce n'est point à la cour de l'amirauté qu'il fallait s'adresser pour vérifier les sujets de plaintes de la Russie: ce sont les registres des croiseurs; ce sont ceux des capitaines de ports qu'il faut consulter. C'est une étrange manière de chercher à persuader qu'on n'a point de torts, que de chercher les preuves de ces torts où elles ne sont pas.

d'Autriche. S. M. aurait eu droit d'exiger la seconde en sa qualité d'allié de S. M. I., et il aurait été souverainement imprévoyant de l'omettre, lorsqu'elle était invitée à confier à S. M. I. le soin de son honneur et de ses intérêts. (7)

Mais en supposant même que ces conditions, dont aucune n'a été remplie (quoique l'ambassadeur de S. M. à Pétersbourg en eût plusieurs fois demandé l'exécution) n'eussent pas été en elles-mêmes parfaitement naturelles et nécessaires, un grand nombre de considérations se réunissent pour engager S. M. à s'assurer scrupuleusement des vues et des intentions de l'Empereur de Russie, ainsi que de la nature et des effets précis des nouvelles relations que S. M. I. avait formées.

*L'abandon entier des intérêts du roi de Prusse* qui, par son attachement aux engagements pris avec son allié impérial, avait deux fois rejeté la proposition d'une paix séparée, et la nature des stipulations que l'Empereur de Russie s'était contenté de faire pour ses propres intérêts dans les négociations de Tilsitt, n'offraient pas une perspective encourageante, quant au résultat des démarches que S. M. I. pouvait être disposée à faire en faveur de S. M. britannique. (8)

Ce n'est pas lorsqu'une armée française continue d'occuper et de dévaster les possessions qui restent au roi de Prusse, malgré les stipulations du traité conclu avec cette puissance à Tilsitt; ce n'est pas lorsque la France lève arbitrairement sur ces restes de la monarchie prussienne des contributions telles que, dans son état le plus florissant, la Prusse eût été hors d'état de les payer; ce n'est pas lorsqu'on demande en tems de paix la remise de forteresses prussiennes qui n'avaient pu être réduites pendant la guerre, et lorsque la France exerce sur la Prusse une tyrannie qui va jusqu'à désigner et demander, pour les livrer sur-le-champ à la mort, des individus sujets de S. M. prussienne et résidant dans ses possessions, accusés d'avoir manqué de respect au Gouvernement français; ce n'est pas, lorsque l'on souffre tous ces actes sous les yeux de l'Empereur de Russie, et sans qu'il intervienne en faveur de son allié, que S. M. peut se croire obligée de rendre compte à l'Europe pour avoir hésité de placer une confiance sans bornes dans l'efficacité de la médiation de S. M. I. (9)

Quand bien même cette médiation eût produit l'effet désiré, et qu'une paix garantie par S. M. I. en eût été le résultat, S. M. aurait-elle pu compter implicitement sur la stabilité d'aucun arrangement de cette espèce, après avoir vu l'Empereur de Russie

Le sophisme et l'hypocrisie ajoutent encore au sentiment de dégoût qu'on éprouve en lisant de telles absurdités. Quelque horrible que soit le principe de la guerre perpétuelle, il serait moins honteux de l'avouer: il y a une sorte de grandeur à proclamer hautement la scélératesse; l'Angleterre dit qu'elle n'a pas refusé la médiation offerte par l'Empereur de Russie, et le même jour où parut sa note en réponse à cette offre, ses troupes entrèrent à Copenhague, déclarant ainsi la guerre, non-seulement à la Russie, mais à l'Autriche, mais à tout le Continent. Sa réponse au cabinet de Saint-Petersbourg a été lue à la lueur de l'incendie de Copenhague. Que disais cette réponse? que l'Angleterre voulait connaître les bases de la négociation; ressource misérable lorsqu'il s'agit d'aussi grands intérêts. Lord Yarmouth, lord Lauderdale connaissent ces bases: qu'on leur demande s'ils pensent que la France voulait la paix? La base la plus désirable se trouvait énoncée dans les notes de la Russie, puisqu'elle offrait sa médiation pour une paix juste et honorable. L'Angleterre demandait une garantie, et l'Empereur de Russie offrait la sienne. Etait-il sur la terre une garantie plus puissante et plus auguste? Quant à la communication des articles secrets vous concernant, qu'aviez-vous donc à demander, puisqu'ils n'existaient pas? Et que vouliez-vous réellement? refuser la médiation. Vous l'avez refusée, et la main qui a signé ce refus dégouttait du sang des Danbis, le plus cher et le plus ancien des alliés de la Russie.

(8) La Prusse avait perdu tous ses Etats: Memel était au moment d'échapper au pouvoir du roi. Le cabinet de Londres était une des causes de cette situation malheureuse, puisqu'il avait été une des causes de la guerre, en insinuant à la Prusse que la France voulait remettre le Hanovre au roi d'Angleterre. Est-ce avec le secours des Anglais que le roi de Prusse est sorti d'une position désespérée? C'est l'Empereur de Russie qui a combattu pour lui et qui lui a fait restituer sa couronne. Voilà une étrange manière d'abandonner ses alliés. Les anciens alliés de l'Angleterre seraient bien heureux s'ils n'avaient à se plaindre que d'un abandon de cette espèce. Sans doute la France a proposé deux fois à la Prusse une paix séparée, mais il était bien entendu, lorsqu'elle n'avait pas pour elle la généreuse intervention de la Russie, que le territoire prussien n'aurait été évacué que quand les Anglais auraient eux-mêmes fait la paix.

(9) Ce paragraphe ne contient que des assertions fausses. Aucune nouvelle contribution n'a été mise sur les Etats prussiens, mais celles qui avaient été imposées pendant la guerre doivent être acquittées. Tous les pays entre le Niémen et la Vistule, formant une population de plus d'un million, ont été évacués. Le reste ne l'est pas: il n'a pas dû l'être, parce que le traité n'a pas fixé le tems; parce que les arrangements préalables avec le roi de Prusse ne sont pas terminés; parce que l'expédition de Copenhague est venu jeter de nouvelles incertitudes dans les affaires du nord de l'Europe; parce que le ministre de Prusse, qui, selon l'ancienne politique de son cabinet, a si bien instruit le cabinet britannique par de fausses confidences, est encore à Londres; parce que les vaisseaux anglais ont été reçus à Memel; parce qu'enfin dans la circonstance extraordinaire où les injustices de la Grande-Bretagne ont placé l'Europe, la Russie et la France ont à s'entendre.

Quant à la mort d'individus sujets de S. M. prussienne, et à la remise de forteresses prussiennes qui n'avaient pu être réduites pendant la guerre, ces assertions sont tout-à-fait intelligibles. La France a, au contraire, rendu deux forteresses de plus à la Prusse, Cossel et Gratz. Les Français font la guerre loyalement, et assurément ils ne tuent point les sujets paisibles des pays conquis; ils ne prennent pas les propriétés des particuliers; ils les protègent. Peuples du Continent, lisez le Code maritime de l'Angleterre, et vous verrez quel serait son Code terrestre si elle était puissante sur terre comme sur mer. Elle ne s'empare pas seulement des vaisseaux des princes avec lesquels elle est en guerre, mais aussi des vaisseaux marchands qui transportent des propriétés privées. Il n'y a aucune différence, aux yeux de l'équité, entre les magasins de marchandises appartenant à des particuliers dans les provinces conquises, et les marchandises qui appartiennent à des négocians et qui naviguent sur bâtimens marchands; il n'y a point de différence, sous le rapport de l'équité, entre les vaisseaux marchands et les convois de marchandises transportés par terre de Hambourg à Berlin ou de Trieste en Allemagne, et a-t-on vu jamais les armées françaises arrêter ces convois? n'a-t-on pas vu lord Keith vouloir s'emparer à Gènes des vaisseaux qui étaient dans le port, et des denrées qui se trouvaient chez les marchands de cette ville? Il ne faisait là qu'une application à la terre des principes du code maritime de l'Angleterre. Les Autrichiens et le prince de Hohenzollern qui les commandait, furent indignés de ces vexations; ils y opposèrent, et la journée de Marengo amenant, quelques jours après, les Français dans Gènes, y ramena aussi la sécurité sur les propriétés privées. D'où viennent donc des procédés si différens? Les uns sont le résultat de la politique arbitraire, injuste de l'Angleterre; les autres sont le fruit de la politique libérale, et de la civilisation de la France. Si, à son tour, elle dominait sur les mers, on ne la verrait attaquer que les vaisseaux armés; on la verrait protéger même les propriétés appartenant aux sujets des Etats avec lesquels elle serait en guerre. Si l'on veut comparer l'esprit de liberté et la civilisation des deux nations, il faut prendre pour termes de cette comparaison le code des Français pendant la guerre de terre et son application aux individus et aux propriétés, et le code maritime des Anglais et sa application aux individus et aux propriétés qui se trouvent sur les mers.

Mais quel est le motif qui a porté les ministres de Londres à faire mention de la Prusse dans ce manifeste? Est-ce l'intérêt de la Prusse? Mais si l'intérêt de la Prusse les avait touchés, ils auraient accepté la médiation de l'Empereur de Russie. Pourquoi publier aujourd'hui ce paragraphe indiscret qui laisse voir clairement que l'esprit qui a fait faire tant de faux pas au cabinet de Berlin, s'agit encore? Est-ce pour être utile à la Prusse, et lui épargner l'intérêt de la France dont elle a tant besoin dans ces circonstances?

La France